

Le problème de la migration comme principale lacune du droit de la France moderne.

Научный руководитель – Рыжкова Екатерина Александровна

Миролизов Кристиан Иванович

Студент (бакалавр)

Московский государственный институт международных отношений,

Международно-правовой факультет, Москва, Россия

E-mail: mirozizov05@icloud.com

La question de la migration comme lacune majeure dans le droit de la France moderne.

La pertinence de ce sujet tient essentiellement au fait que la France a connu ces dernières années une forte augmentation du nombre d'immigrants, principalement originaires d'anciennes colonies en Afrique, ce qui exerce une pression sur son système d'intégration, ce qui aura pour conséquence de faire en sorte que plus de Français originaires de l'étranger que de français autochtones dans les plus brefs délais. En outre, la menace du terrorisme augmente, en France comme dans d'autres pays de l'Union européenne (UE). Ce problème s'est aggravé au début du 21^{ème} siècle en raison de la politique de la porte ouverte, à cause de laquelle de plus en plus d'étrangers choisissent de changer leurs résidence dans ce pays européen, car leur entrée et l'obtention de la citoyenneté sont simplifiées. En conséquence, les présidents de la République ont pris une série de mesures pour réduire le nombre de migrants, mais ils ont été inefficaces.

Le début du 21^e siècle est tombé sur la présidence de J. R. Chirac. En 2003, la loi relative à la gestion de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité a été promulguée; cette loi prévoyait un certain nombre de restrictions en matière d'abus du droit d'entrée dans le pays par le regroupement familial. En 2005, le Code des normes relatives sur l'entrée et le séjour des étrangers et à leur droit d'asile, qui fixe la superficie minimale du logement et des ressources matérielles. La même année, un Comité de contrôle de l'immigration a été créé, qui a supervisé toutes les questions en matière d'immigration, il a été dirigé par Sarkozy. En 2006, la loi sur l'immigration et l'intégration a été approuvée, ce qui a augmenté la durée de séjour nécessaire pour un migrant, d'un an à un an et demi, et son revenu devait être le SMIC sans prestations.

En 2007 N. Sarkozy devient président. Le Pacte européen sur l'immigration a été adopté à Bruxelles en 2008. Il s'agissait notamment de renforcer les contrôles aux frontières et de promouvoir le principe de la «responsabilité partagée», selon lequel les pays de l'UE devaient aider les pays d'Europe du Sud. En 2010, Sarkozy a tenté d'expulser les Roms du pays, à la suite de l'incident de la Loire au cours duquel un jeune gitan a été abattu par un policier, ce qui a provoqué un conflit ouvert entre les communautés gitanes et les forces de l'ordre. En 2011, la lutte contre les migrants clandestins en provenance de Tunisie a commencé, après la révolution dans ce pays.

Depuis 2013, des milliers de immigrants se sont déplacés vers l'UE. La France et l'Allemagne ont annoncé l'ouverture de leurs frontières. Mais bientôt, Hollande a commencé à changer de position parce qu'il voulait satisfaire tout le monde: une population qui voulait moins de immigrants, un parti qui, au contraire, considérait les immigrants comme des réfugiés sans abri. En conséquence, en 2015, le président français a commencé à appeler à la création de services européens permanents pour la protection des frontières maritimes et terrestres, afin de réduire les immigrations de masse. À cette époque, il y avait une «jungle» dans le Pas-de-Calais des immigrants qui, par ce point de transbordement, aspiraient à l'Angleterre. La même année, de

grands attentats terroristes ont eu lieu. En conséquence, le président français s'est rendu dans le camp de réfugiés et a déclaré à la presse: «la Jungle sera complètement éliminée».

Le discours de la Sorbonne du 26 septembre 2017, qui a donné le ton à l'ensemble du projet du dirigeant français jusqu'à présent et qui contenait: «l'ensemble le plus complet des mesures concrètes et des idées sur l'avenir de l'Europe». En 2019, Macron a adressé aux européens une lettre ouverte contenant une version actualisée de son projet pour l'UE. La section des immigrations du message contenait une proposition de réforme de Schengen, en introduisant pour ses membres deux critères obligatoires: «responsabilité» et «solidarité». En 2019, 14 États européens ont convenu lors d'une réunion à Paris de l'intention de redistribuer plus rapidement les arrivées de réfugiés, une innovation par rapport au règlement de Dublin de 2013, qui impose la responsabilité de l'accueil au premier pays d'entrée. En 2018 la déclaration de Mezeberg est apparue, dans laquelle le tandem franco-allemand a proclamé son intention de rapprocher les positions sur tous les sujets les plus importants de la vie de l'Union européenne, y compris les immigrations. Un an plus tard, l'accord de coopération et d'intégration d'Aix-la-Chapelle a été signé: Paris et Berlin ont prévu de renforcer la coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et la criminalité, dans les affaires judiciaires et policières, et pour les «opérations de stabilisation» dans des pays tiers-de créer une structure commune de détection et de répression, qui a vu le jour en 2019 sous la forme de l'unité opérationnelle franco-allemande, mais dans la pratique, elle a commencé à travailler à la jonction des frontières nationales, s'occupant de la répression du passage des clandestins d'une rive du Rhin à l'autre.

En Conclusion, bien que le gouvernement français ait fait peu de choses au cours du 21ème siècle dans le domaine de la réglementation au niveau législatif du séjour des immigrants, cela reste peu et il existe une énorme lacune dans le droit de la Cinquième République.

Источники и литература

- 1) Grant, C. "Hollande, the Germans and 'Political Union'". CER, 25.09.2012. URL: <http://www.cer.eu/insights/hollande-germans-and-political-union> (date of access: 12.02.2018).
- 2) Projet de loi pour une immigration maitrise'e et un droit d'asile effectif. Available at: <http://www.senat.fr/rap/a17-527/a17-5275.html> (accessed 18.01.2020).
- 3) Sarkozy et Merkel trouvent un compromis sur l'Union pour la Méditerranée. EURACTIV, 04.03.2008. <https://www.euractiv.fr/section/avenir-de-l-ue/news/sarkozy-et-merkel-trouvent-uncompromis-sur-l-union-pour-la-mediterranee/> date of access: 12.02.2018).
- 4) Sarkozy threatens to pull out of Schengen unless immigration progress is made. Times of Malta, 12.03.2012. <https://www.timesofmalta.com/articles/view/20120312/world/sarkozy-threatens-topull-out-of-schengen-unless-immigration-progress.410778> (date of access: 12.02.2018).